

LE POINT DE VUE

d'Edouard Philippe

Seine-Nord : la fin des ambitions portuaires françaises ?

L'économie mondiale dépend des flux internationaux, maritimes à 80 %, de biens matériels. Les activités et les emplois se créent le long de ces routes maritimes, autour des ports et des voies qui les desservent.

Capter une part de ces flux est donc un objectif essentiel d'aménagement du territoire et un impératif de politique industrielle et de relocalisation des activités productives. Ce doit être une ambition non seulement des territoires portuaires, mais du pays entier.

La décision du gouvernement de faire du canal Seine-Nord une priorité est, de ce point de vue, déconcertante de naïveté. Ce qui est présenté comme un « grand projet structurant » est d'abord celui de tous les excès.

Par son gigantisme : 106 kilomètres de canal creusés, des dizaines d'ouvrages d'art. Par son impact environnemental : 2.000 hectares de terres agricoles sacrifiées, des dizaines de millions de mètres cubes d'eau prélevés pour sa mise et son maintien en eau. Par son coût, évalué à 4,5 milliards d'euros au moins.

Il ne garantit ni l'allègement du trafic sur l'autoroute A1 ni la création d'activités et d'emplois pérennes. Il concentre l'essentiel des financements européens au détriment des autres projets français, notamment ceux qui doivent revitaliser le transport ferroviaire. Et, au moment où l'Europe, via le programme Weastflows, incite à des flux est-ouest afin de décongestionner la logistique du fret, nous lui proposons de renforcer un axe nord-sud déjà saturé !

Surtout, le canal Seine-Nord, c'est conforter Anvers et Rotterdam comme

les portes d'entrée de l'Europe au détriment du Havre, de Dunkerque et de Calais. Ce sont les ports flamands et néerlandais que nous aidons à capter une part encore plus importante des flux économiques maritimes, des activités et des emplois !

Ce qui est présenté comme un « grand projet structurant » est d'abord celui de tous les excès.

C'est conforter Anvers et Rotterdam au détriment du Havre, de Dunkerque et de Calais.

Il ne s'agit pas de s'opposer au transport fluvial ni à une amélioration de la liaison Seine-Escaut. Mais on ne comprend pas ce gâchis économique et environnemental qui consiste à construire à grands frais un axe navigable – parallèle à la Manche ! – pour renforcer, aux dépens des intérêts français, les ports du nord de l'Europe, dont la position est déjà dominante.

On le comprend d'autant moins qu'un projet différent existe : la rocade Nord-Est, autoroute ferroviaire d'acheminement du fret entre Le Havre et l'Europe centrale par Amiens et Châlons-en-Champagne, en évitant le goulet d'étranglement de Paris et de sa banlieue.

Il répond aux exigences économiques et à celles du développement durable, il préserve les intérêts de nos terri-

toires et la vocation maritime de la France, et il s'inscrit dans le cadre de la politique européenne des grands corridors multimodaux.

Il permettrait au Havre de rivaliser à armes égales avec ses concurrents par l'amélioration de sa desserte ferroviaire – les travaux envisagés actuellement ne visent que la liaison avec l'Île-de-France – et l'accès facilité aux marchés d'Europe centrale. Il permettrait à la Picardie, au carrefour des grands axes européens, d'accueillir les centres logistiques dont nous avons besoin. Il raccorderait enfin cette plateforme industrialo-portuaire à l'aéroport de Vatry (Marne) et à l'axe Rhin-Rhône.

Loin de la démesure du canal Seine-Nord, la création de la rocade ne nécessiterait dans un premier temps que la modernisation des infrastructures existantes et l'électrification, pour 160 millions d'euros, de la ligne Amiens-Châlons-en-Champagne.

Pour desservir Paris et l'Île-de-France, la route reste certes compétitive. Mais, pour voir plus loin, vers la Ruhr et l'Europe centrale, il faut l'être aussi en transport massifié : c'est la bataille européenne du rail qu'il faut gagner ! Tout miser sur la liaison Seine-Escaut, c'est marginaliser nos territoires et accroître les déséquilibres continentaux.

Cette politique industrielle et portuaire, contraire à nos intérêts et qui sert avant tout Anvers, il est grand temps de la remettre à l'endroit.

Edouard Philippe est député UMP de Seine-Maritime et maire du Havre.